

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels

**DEUXIÈME COMMISSION, 1148<sup>e</sup>**  
**SÉANCE**

Lundi 20 novembre 1967,  
à 10 h 55



NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Organisation des travaux de la Commission...	217
Point 39 de l'ordre du jour:	
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite) .....	217

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI  
(Pérou).

Organisation des travaux de la Commission  
(A/C.2/L.972)

1. Le PRÉSIDENT propose à la Commission d'adopter le plan des travaux pour les dernières semaines de la session qui figure dans le document A/C.2/L.972.

*Il en est ainsi décidé.*

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite\*) [A/6703, chap. IX; A/6715/Rev.1, A/6800, A/6808]

2. M. OLUMIDE (Nigéria) dit que sa délégation approuve les conclusions et recommandations contenues dans le rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa première session (A/6715/Rev.1). Il souligne que le véritable obstacle à l'industrialisation rapide des pays en voie de développement ne réside pas dans leur ignorance des mécanismes et des techniques de la programmation industrielle, mais, en tout premier lieu, dans leur manque de ressources financières, pour certains pays arriérés dans l'absence de volonté de s'industrialiser et, dans une certaine mesure, dans l'attitude des pays développés, qui ne font rien pour encourager cette industrialisation. Il s'agit donc de s'attaquer à ces difficultés fondamentales et, à cette fin, de donner aux programmes de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) un caractère aussi pratique que possible.

3. L'étude de l'ONUDI devrait être consacrée à des pays donnés et à des sous-régions particulières. Son but devrait être de mettre en relief les possibilités des territoires en question en ce qui concerne la production d'articles manufacturés. A ce propos, il convient que l'ONUDI organise rapidement tous les services consultatifs nécessaires pour pouvoir entreprendre certaines études techniques détaillées; ce

type d'études se révèle parfois fort coûteux, mais c'est grâce à lui que l'Organisation sera en mesure de procurer auxdits territoires les ressources financières dont ils ont besoin. Il importe également de contribuer au développement des industries orientées vers l'exportation.

4. Il convient de s'efforcer d'établir une association entre pays développés et pays en voie de développement pour la transformation de certaines matières premières. Dans des domaines tels que celui de l'industrie pétrochimique, des organisations comme la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) déploient déjà une activité considérable, qui doit être encouragée. Là encore, l'ONUDI doit avant tout s'attacher à l'exécution d'études de factibilité.

5. Il va de soi qu'il convient de tenir compte des différences de niveau de développement des pays assistés. Le détachement, dans ces pays, de fonctionnaires de l'ONUDI devrait permettre à celle-ci de connaître leurs besoins véritables. Il faut donc se féliciter de la décision de l'ONUDI de créer un réseau de conseillers détachés auprès des représentants résidents du PNUD. M. Olumide ne pense pas qu'il soit nécessaire de créer des institutions nouvelles avant que le besoin ne s'en fasse véritablement sentir. Le développement de l'Organisation doit se faire d'une manière progressive. Il approuve la coopération qui s'est déjà instituée entre l'ONUDI, d'une part, et l'Organisation internationale du Travail (OIT), la CNUCED et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), d'autre part. Dans la réalisation des projets, il importe de faire preuve du maximum de souplesse, afin de faire en sorte que leurs effets soient aussi variés que possible.

6. La délégation du Nigéria souhaite voir l'ONUDI acquérir un haut degré d'indépendance sur le plan financier. Ses activités exigent, en effet, des fonds considérables, notamment en ce qui concerne l'exécution d'études de factibilité. Elle se demande s'il ne serait pas possible que l'ONUDI dispose d'un fonds lui permettant d'octroyer des prêts ou des dons à court terme pour aider les industries nouvelles à franchir sans difficultés les premières étapes de leur développement. Ce fonds pourrait également être utilisé pour fournir, en quantités limitées, du matériel nécessaire à l'essor de certaines industries dans les pays en voie de développement.

7. M. ASLAM (Pakistan) constate que la première session du Conseil du développement industriel a permis de définir le cadre des activités et du rôle futurs de l'ONUDI. A l'occasion de cette session

\*Reprise de la 1143<sup>ème</sup> séance.

a été adoptée la résolution 1 (I) (voir A/6715/Rev.1, annexe VIII) dont l'application devrait permettre d'aider considérablement les pays en voie de développement à établir leurs demandes d'assistance.

8. Il importe pour l'organisation de s'attaquer aux problèmes de l'industrialisation d'un point de vue essentiellement pratique et de diriger ses ressources vers la réalisation de programmes orientés vers l'action. La délégation pakistanaise approuve le programme de travail de l'ONUDI pour 1968 (ID/B/20), mais rappelle, à ce sujet, qu'elle avait préconisé l'étude par l'ONUDI, en collaboration avec la FAO, d'un projet alimentaire axé sur l'utilisation des produits des pays en voie de développement.

9. Pour que l'ONUDI soit en mesure de jouer pleinement son rôle, il importe qu'elle puisse disposer des ressources nécessaires, et tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que ces ressources lui soient accordées. A ce propos, il convient de se féliciter de la décision par certains pays de verser directement des fonds à l'organisation. Il serait souhaitable que celle-ci accède à l'autonomie financière.

10. Le Pakistan estime prioritaire l'étude du rôle de coordination que l'ONUDI peut jouer dans le domaine de l'industrialisation. Il convient d'encourager l'établissement de relations entre l'ONUDI et les autres organismes du système des Nations Unies. Ces relations pourraient être notamment étendues à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Il faudrait aussi que s'institue une collaboration entre l'ONUDI et les commissions économiques régionales en vue de mieux définir les domaines dans lesquels doit être entreprise une action en matière de développement industriel. Le détachement de fonctionnaires dans les pays assistés va certainement se révéler efficace à cet égard.

11. La délégation pakistanaise attache une importance particulière à la qualité du personnel et au respect du principe de la répartition géographique dans son recrutement.

12. En ce qui concerne le Colloque international sur le développement industriel, qui va s'ouvrir prochainement à Athènes, on peut escompter que cette réunion permettra notamment de définir d'une manière plus précise la nature des activités futures de l'ONUDI. Le Pakistan serait heureux de voir s'ajouter à l'ordre du jour du Colloque deux points relatifs à la fabrication des engrais dans les pays en voie de développement et à la technique moyenne.

13. M. TIWARI (Inde) dit qu'il est reconnu partout de nos jours que le rythme de croissance de l'économie dépend dans une large mesure de celui de l'industrialisation. Dans ce domaine, les pays en voie de développement voient se dresser devant eux des obstacles considérables, dont le plus difficile à éliminer est celui du manque de capitaux et de devises étrangères. Certes, il appartient aux pays en voie de développement eux-mêmes de produire l'effort fondamental en vue de leur industrialisation. Cela dit, l'assistance extérieure, notamment sous forme d'aide financière, revêt une importance considérable, et l'ONUDI aura là un rôle de tout premier plan à jouer.

14. L'ONUDI doit orienter ses activités vers la réalisation de tâches concrètes, et notamment vers la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil du développement industriel à sa première session. L'un des obstacles auxquels l'ONUDI va se heurter réside dans le fait qu'elle a hérité du Centre de développement industriel plus de caractéristiques que l'on ne voudrait. Il importe de mettre l'accent sur l'aspect opérationnel des activités de l'organisation et, pour cela, il est essentiel qu'elle puisse disposer de ressources financières accrues, en particulier de ressources qui lui seront affectées directement. A ce propos, il convient de souligner que, si l'insuffisance des crédits affectés au domaine industriel avait peut-être, dans une faible mesure, son origine dans l'insuffisance de demandes, le petit nombre de ces dernières était précisément dû à l'absence d'une organisation pouvant les prendre en considération.

15. La délégation indienne, soucieuse de voir l'ONUDI établir avec les gouvernements des pays en voie de développement des relations efficaces, souhaite que la pratique du détachement de conseillers industriels auprès des représentants résidents du PNUD soit, dans un proche avenir, étendue à d'autres régions que l'Afrique.

16. L'Inde accueille avec faveur la décision du Conseil du développement industriel, prise dans sa résolution 2 (I) (voir A/6715/Rev.1, annexe VIII), de réunir, à partir de 1968, une conférence annuelle d'annonce des contributions. L'ONUDI a, en effet, besoin de ressources pour ses activités opérationnelles, et il faut espérer que les pays industrialisés, conformément à leurs déclarations, lui verseront des contributions importantes.

17. Dans sa résolution 1 (I) sur le programme de travail et les activités futurs de l'ONUDI, le Conseil du développement industriel a mis en évidence le rôle de coordination que peut jouer l'ONUDI dans le domaine du développement industriel. Ce rôle est, en effet, très important si l'on songe à la nécessité d'éviter les chevauchements d'activités. A ce propos, il faut espérer que l'ONUDI va multiplier ses contacts avec les organisations internationales dont les activités sont parentes des siennes.

18. La délégation indienne a pris connaissance avec intérêt du programme de travail de l'ONUDI (ID/B/20) et constaté que les activités de coopération de l'ONUDI pour 1968 découlent, pour leur plus grande part, de programmes mis sur pied avant la création de la nouvelle organisation.

19. Elle attache une grande importance au Colloque international sur le développement industriel, qui doit permettre, à son avis, de jeter les bases d'un programme efficace à long terme des activités de l'ONUDI.

20. Enfin, elle tient à faire connaître la confiance que lui inspirent les capacités de M. Abdel-Rahman, Directeur exécutif de l'ONUDI.

21. M. DECASTIAUX (Belgique) rend hommage au Gouvernement autrichien pour les efforts qu'il a consentis en vue de réaliser l'installation du siège de l'ONUDI à Vienne. Le choix de cette ville, lieu de rencontre entre l'Ouest et l'Est dans le domaine

de la science atomique, doit placer l'ONUDI dans un climat particulièrement propice à un travail fructueux. En ce qui concerne ce travail, il faut bien reconnaître que les débuts de l'organisation ont été lents, que les résultats ont été trop vagues et qu'autour des problèmes essentiels de la coordination avec d'autres institutions et du programme de travail une certaine imprécision a longtemps subsisté. La délégation belge espère que cette période est maintenant dépassée et que l'ONUDI lui donnera désormais l'occasion de la juger par ses œuvres.

22. Lors de la première session du Conseil, certains ont souligné que les activités de l'organisation devaient avoir un caractère essentiellement pratique, cependant que d'autres mettaient l'accent sur le domaine des études, de la recherche et des publications. Un compromis est intervenu qui a servi de base à la préparation de directives. La délégation belge estime essentiel que le programme soit aussi pratique que possible, les études ne devant constituer, dans la mesure du possible, qu'un appui aux activités sur le terrain. C'est avec satisfaction qu'elle a entendu le Directeur exécutif de l'ONUDI se prononcer dans ce sens (1116ème séance) et un représentant d'une institution spécialisée préconiser l'esprit de coopération. Certes, l'organisation est jeune, mais cela ne doit constituer qu'une raison de plus pour que ceux qui sont en train de s'organiser s'appuient sur l'expérience des autres. A cet égard, la délégation belge salue la coopération fournie par l'OIT à l'ONUDI. Le programme doit reposer, d'une part, sur un esprit de coopération entre gens d'expérience et, d'autre part, sur un personnel qui sera choisi en fonction de besoins véritables et de compétences authentiques.

23. En ce qui concerne le programme de travail, les préférences de la délégation belge vont aux activités opérationnelles, les projets étant choisis sur la base de certains critères classiques, indispensables si l'on veut savoir où l'on va. D'ailleurs, il n'est pas exclu de penser que cette préoccupation a inspiré le projet de la désignation d'un certain nombre de conseillers industriels qui aideront les représentants résidents du PNUD. Ces préférences correspondent, au demeurant, aux conceptions qui ont inspiré la résolution 1 (I) du Conseil du développement industriel. On comprendra donc que la Belgique estime que les activités opérationnelles doivent s'articuler sur des projets pilotes qui, une fois réalisés, devraient servir de centres de diffusion pour les pays ou, mieux encore, les régions intéressées.

24. Le Colloque international sur le développement industriel embrasse largement les aspects de la question et la délégation belge espère qu'il sera l'occasion pour l'ONUDI de conquérir définitivement sa réputation auprès des gouvernements et des hommes d'affaires.

25. M. ILVESSALO (Finlande) estime que le compromis intervenu lors de la première session du Conseil du développement industriel au sujet des lignes directrices du programme de travail prouve un désir véritable de trouver des solutions qui, loin d'être imposées par la majorité, ont tenu compte des divergences d'opinions des différentes délégations.

Il faut également remercier le Directeur exécutif de l'ONUDI et son personnel de l'effort qu'ils ont consenti en vue d'arriver à ce compromis.

26. L'industrialisation est un phénomène relativement récent en Finlande, où l'on n'a pas oublié les difficultés qu'elle a entraînées. La Finlande est disposée à faire profiter d'autres pays de son expérience, dans l'espoir que celle-ci contribuera à accélérer leur processus d'industrialisation.

27. Le principe fondamental sur lequel repose la coopération technique des Nations Unies est que toutes les demandes d'aide doivent émaner des gouvernements des pays en voie de développement et refléter leurs propres priorités. On ne peut aboutir à de bons résultats que si l'on œuvre de concert avec les gouvernements bénéficiaires et que si l'assistance constitue le catalyseur nécessaire à la matérialisation des programmes de développement de ces derniers. Certes, cela ne veut pas dire que l'ONUDI ne doit pas participer au processus de planification ou d'établissement des priorités, mais il ne peut s'agir que de conseils techniques. Cette méthode de travail exige la coopération pleine et entière des deux parties et suppose l'existence d'un personnel de contrepartie compétent.

28. Le domaine d'activité de l'ONUDI est tellement étendu qu'il est difficile d'en obtenir un tableau d'ensemble. Le programme de travail ne devrait pas être composé seulement d'une masse de détails, mais devrait comporter un budget de programme ventilé par types d'allocations, activités opérationnelles et activités au siège.

29. La délégation finlandaise constate clairement la nécessité urgente d'une augmentation de ressources pour l'exécution de projets d'industrialisation de l'ONUDI. Ce qui importe est moins la source de financement que l'identification de projets viables et le dégagement de fonds pour les financer. A cet égard, une étroite collaboration entre l'ONUDI et le PNUD serait un moyen pratique de promouvoir l'industrialisation dans le cadre d'un programme bien géré et reposant sur une longue expérience. C'est pourquoi la Finlande a accru sa contribution au PNUD.

30. Le processus d'industrialisation dans les pays en voie de développement exige des liens directs entre les experts des divers secteurs de l'industrie tant des pays techniquement avancés que des pays en voie de développement. Ce processus peut être accéléré si l'ONUDI joue un rôle central dans l'échange de données d'expérience et d'idées. On peut à cette fin mettre des experts à la disposition des pays en voie de développement ou organiser des cycles d'études et des colloques régionaux ou internationaux. Il n'est pas nécessaire de centraliser toutes les activités; à cet égard, l'affectation de conseillers industriels auprès de certains représentants résidents du PNUD est un moyen efficace d'assurer une coopération pratique entre deux importants organes de promotion du développement.

31. La coordination et la coopération sont indispensables pour compenser le déséquilibre entre le volume des fonds disponibles aux fins du développement et l'ampleur des tâches à accomplir. Sans

planification et sans mesures concertées, il n'est pas possible d'obtenir le maximum d'effort fournis.

32. M. MUZIK (Tchécoslovaquie) estime que les résultats positifs obtenus jusqu'à présent par l'ONUDI sont loin d'être négligeables et que l'on peut escompter qu'ils contribueront de manière significative à l'intensification et à l'élargissement des activités des Nations Unies dans ce domaine si important pour les pays en voie de développement. L'ONUDI doit être considérée comme l'organe central des Nations Unies en matière d'industrialisation.

33. Toutefois, la délégation tchécoslovaque n'est pas pleinement satisfaite de l'évolution actuelle de cette organisation. Pendant des années, certains se sont opposés à la création d'une organisation internationale monolithique qui serait chargée du développement industriel d'une manière globale. Dès le début de l'existence de l'ONUDI, on a tenté de jeter le discrédit sur ses activités. La tendance à limiter les objectifs de cette organisation continue de se manifester maintenant encore. Si l'on continue de vouloir faire de l'ONUDI un simple agent d'exécution de l'assistance technique, il en résultera un affaiblissement considérable de son efficacité. La Tchécoslovaquie n'est pas opposée aux activités opérationnelles de l'ONUDI, mais elle estime qu'elles ne devraient pas constituer les seules activités de l'organisation.

34. De tout temps, la Tchécoslovaquie a tâché, dans la mesure de ses possibilités, de contribuer au développement industriel des pays en voie de développement. Actuellement, en collaboration avec l'ONUDI, elle élabore un plan de formation en cours d'emploi dans le secteur des moteurs à carburants liquides destiné à des ressortissants des pays en voie de développement. La presque totalité des coûts du programme est couverte par l'entreprise intéressée et par le Gouvernement tchécoslovaque, lequel a par ailleurs annoncé une contribution de 500 000 couronnes pour les activités opérationnelles de l'organisation en 1968.

35. La délégation tchécoslovaque ne peut s'empêcher de penser que l'opposition contre un mandat plus large de l'ONUDI s'inspire de la crainte que des études approfondies ne démontrent que le sous-développement des pays nouvellement indépendants s'explique principalement par les structures économiques qu'y ont créé les pays métropolitains et par les efforts visant à maintenir le statu quo. L'accélération du développement exige des modifications profondes de la division internationale du travail actuelle et des bouleversements socio-économiques dans les pays en voie de développement. Si l'ONUDI veut remplir sa mission, elle doit se pencher sur les aspects des politiques d'industrialisation, sur la coopération entre pays développés et pays en voie de développement et s'attaquer à l'élimination d'obstacles au développement industriel qui ne sont pas toujours propres aux pays en voie de développement.

36. Si l'ONUDI doit essentiellement jouer un rôle de promotion, cela ne veut pas dire qu'il faille délaissier les activités sur le terrain. La délégation tchécoslovaque convient, comme il est indiqué dans la résolution 1 (I) du Conseil du développement industriel, qu'un plus grand dynamisme devrait pro-

gressivement être introduit dans le programme de travail de l'ONUDI de façon que les activités sur le terrain aient un effet multiplicateur conduisant à des entreprises beaucoup plus vastes dans le cadre des activités de promotion de l'organisation. Les activités sur le terrain doivent s'inspirer de plans nationaux de développement industriel, à l'élaboration desquels l'ONUDI doit contribuer.

37. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que ses observations porteront principalement sur les chapitres V et IX du rapport du Conseil du développement industriel (A/6715/Rev.1), car ce dernier n'a pas été en mesure d'examiner à fond à sa première session les questions auxquelles ces chapitres ont trait. Comme le représentant de l'Argentine, il estime que le programme de travail de l'ONUDI est du ressort du Conseil du développement industriel plutôt que de l'Assemblée générale. C'est pour cette raison qu'à la première session du Conseil, la délégation britannique a vainement tenté de persuader le Conseil d'obtenir une reprise de la session pendant l'automne de 1967. C'est uniquement parce que la majorité des membres du Conseil s'est montrée hostile à cette proposition qu'il faut examiner le programme de travail à la Deuxième Commission. En effet, la deuxième session du Conseil examinera principalement le programme de travail pour 1969 et non le programme en cours d'exécution.

38. Au paragraphe 253 de son rapport, le Conseil du développement industriel indique que ses membres se sont généralement accordés à reconnaître que les fonctions du personnel de l'ONUDI devraient répondre aux besoins prioritaires des pays en voie de développement. Au paragraphe 263, il est fait état de l'observation formulée par le Directeur exécutif selon laquelle la plupart des problèmes de l'organisation étaient dus au fait que, disposant d'un secrétariat limité, elle n'était pas à même de s'occuper comme il conviendrait des principaux domaines de l'industrie et qu'il fallait un équilibre rationnel entre le personnel technique et le personnel administratif. Ayant examiné soigneusement l'annexe I du programme de travail de l'ONUDI pour 1968 (ID/B/20), la délégation britannique espère qu'une fois pourvus les 313 postes d'administrateurs et de directeurs, ces difficultés disparaîtront. Elle espère par ailleurs que l'on tiendra compte des observations formulées par le Conseil quant à l'équilibre entre le personnel technique et administratif, d'une part, et entre le personnel aux échelons central, régional et local, d'autre part. Elle note avec satisfaction l'accord conclu avec le PNUD en vue de l'affectation auprès de certains représentants résidents de conseillers en matière de développement industriel, encore que leur nombre soit bien réduit par rapport au personnel des services organiques et administratifs du siège.

39. En examinant la liste de réunions, cycles d'études, etc., prévus pour 1968 qui figure à l'annexe II du programme de travail de l'ONUDI (ID/B/20), la délégation britannique ne peut s'empêcher d'estimer que certaines réunions font double emploi, notamment celles tenues à l'échelon régional. Elle espère que le personnel du siège ne devra pas participer à l'élaboration de documents de fond et de rapports pour ces réunions. En ce qui concerne le programme

en matière de recherche et d'études exposé dans le programme de travail de l'ONUDI, elle pense que l'on pourrait réaliser plus d'économies que celles déjà opérées sur le programme initial. En effet, certaines activités envisagées sont déjà en cours ou ont été menées à bonne fin par d'autres organismes internationaux. L'étude sur l'effet des négociations Kennedy dans les pays en voie de développement, sujet auquel le GATT et la CNUCED ont, chacun, déjà consacré un rapport fort complet rentre notamment dans cette catégorie. Il en est de même de l'analyse détaillée du secteur industriel de certains pays et de l'influence qu'il a sur la situation économique générale de ces pays (groupe 15), des études sur la formation à l'élaboration et à l'évaluation de projets industriels (groupe 12), ainsi que des recherches sur les perspectives de l'industrie sidérurgique dans les pays en voie de développement (groupe 2).

40. La délégation britannique s'inquiète particulièrement des activités relatives à la promotion des exportations qui font l'objet du groupe 14. Les fonctions de l'ONUDI, telles qu'elles sont définies aux paragraphes 119 et 120 de son programme de travail (ID/B/20), et celles du nouveau Centre CNUCED/GATT, telles qu'elles figurent au paragraphe 15 du rapport du Secrétaire général (A/6879), laissent apparaître de graves dangers de double emploi. A cet égard, il faut espérer que l'ONUDI n'empiètera pas sur des domaines dans lesquels le nouveau centre commun devrait être davantage équipé pour fournir une assistance. Elle devrait plutôt se limiter à encourager les industries orientées vers l'exportation dans les pays en voie de développement. Les accords intervenus entre l'ONUDI et la FAO dans le domaine des engrais sont un exemple plus encourageant de coopération.

41. Il faut espérer voir s'établir une coopération analogue avec la CNUCED, le GATT et l'OIT, ainsi qu'un élargissement de la coopération qui existe avec les commissions économiques régionales.

42. Le groupe 8 du programme de travail contient des indications quant aux activités du service central d'information industrielle que l'on envisage de créer à Vienne. La délégation britannique pense qu'il faudrait définir plus précisément les fonctions de ce service. A son sens, il serait préférable de se limiter à fournir des renseignements concernant les procédés et le matériel industriels et de s'assurer de la nécessité d'un tel service au moyen d'un projet pilote.

43. En ce qui concerne le financement de l'ONUDI, sir Edward Warner estime qu'il ne s'agit pas là d'une question cruciale à l'heure actuelle. Depuis avril 1967, on n'a reçu aucun rapport sur les engagements ou les dépenses au titre du Fonds des Nations Unies pour les services industriels spéciaux, et il ressort du programme de travail qu'une proportion appréciable de ces fonds peut encore être engagée. Ces fonds venant s'ajouter aux ressources prévues au titre du programme ordinaire d'assistance technique du PNUD, l'ONUDI ne manque pas de moyens pour financer ses opérations. Etant donné les dispositions prévoyant un financement séparé des activités opérationnelles, d'une part, et des activités administra-

tives et de recherche, d'autre part, il n'existe actuellement aucune incitation à freiner les dépenses administratives ou à réaliser des économies sur les dépenses au titre des études et de la recherche. C'est là un fait bien regrettable eu égard à la décision du Conseil d'axer les travaux de l'organisation sur les opérations sur le terrain.

44. Selon M. HOO (Chine), la création de l'ONUDI est un jalon important dans l'histoire des efforts consentis par les Nations Unies en vue d'accélérer le courant de l'assistance vers les pays en voie de développement. Orientée vers l'action, l'ONUDI doit apporter son concours non seulement au secteur industriel public, mais aussi au secteur privé. Elle ne doit pas seulement encourager le mouvement des capitaux, mais également l'application de nouvelles techniques industrielles. Elle doit se limiter à des mesures pratiques et veiller à réduire la recherche théorique au minimum indispensable.

45. La délégation chinoise prend note avec satisfaction du programme de travail de l'ONUDI pour 1968 (ID/B/20) et se réjouit de l'étroite coopération qui existe entre l'ONUDI et les commissions économiques régionales, la FAO, l'OIT et l'UNESCO. Toutefois, elle s'inquiète quelque peu des difficultés que rencontre l'organisation pour recruter ses administrateurs. Dans ces conditions, il serait peut-être souhaitable qu'elle recrute également son personnel dans les pays en voie de développement.

46. L'agriculture constituant encore la pierre angulaire de l'économie de la plupart des pays en voie de développement, il conviendrait, au moins au stade de démarrage, que la production industrielle soit axée sur l'agriculture et que l'on développe également l'infrastructure des pays en voie de développement. La délégation chinoise attache également une grande importance au programme des services industriels spéciaux qui, sans aucun doute, aura des résultats bénéfiques.

47. Les pays en voie d'industrialisation connaissant une grande pénurie de personnel qualifié, la délégation chinoise appuie sans réserve les programmes de formation avec octroi de bourses individuelles de perfectionnement et les programmes de formation de groupe dans l'entreprise. Enfin, elle souligne la nécessité de coordonner les activités de l'ONUDI avec celles des institutions économiques et financières du système des Nations Unies.

48. M. VLADOV (Bulgarie) dit que l'appui que son gouvernement a toujours accordé aux activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel est en harmonie avec la politique qu'il suit depuis vingt ans et qui consiste à accorder la priorité à l'industrie dans le développement économique de la Bulgarie. Si l'ONUDI doit poursuivre ses efforts en vue de mieux faire comprendre l'importance décisive de l'industrialisation, il appartient à chaque pays d'arrêter ses priorités en la matière. La délégation bulgare appuie le programme de travail de l'ONUDI pour 1968 (ID/B/20) et estime que celle-ci devrait devenir un organisme de coopération par l'intermédiaire duquel on pourrait faire appel aux réserves d'expérience, de connaissances techniques et de ressources matérielles tant des pays en



voie de développement que des pays développés. Les activités de l'ONUDI doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique cohérente de développement mettant l'accent sur la planification d'Etat et la réalisation de réformes sociales, y compris la réforme agraire. La politique industrielle suivie par certains pays en voie de développement, qui concentrent leurs efforts sur les industries productrices de biens de consommation, gagnerait dans bien des cas à être révisée.

49. Pour éliminer les difficultés auxquelles se heurte le commerce extérieur des pays en voie de développement, il faut modifier la structure actuelle des échanges et de la production mondiale. L'expansion des industries orientées vers l'exportation, prévue par le programme de travail de l'ONUDI, répond à cet objectif. Il y a de nombreux obstacles à cette expansion. Ils tiennent surtout à l'existence de barrières commerciales et de pratiques commerciales restrictives qui entravent l'accès des produits manufacturés des pays en voie de développement aux marchés mondiaux, dominés par les cartels et les oligopoles, et entraînent la sous-utilisation des capacités de production, le chômage et des difficultés accrues de balance des paiements. L'ONUDI doit, de concert avec les autres organismes intéressés des Nations Unies, faire tout ce qui est en son pouvoir pour éliminer ces obstacles, conformément à l'annexe A.III.6 de l'Acte final de la CNUCED<sup>1/</sup>. L'ONUDI pourrait participer à l'étude des problèmes posés par la coopération industrielle recommandée par la première session de la CNUCED et fournir, sur demande, une assistance technique dans ce domaine. Cette étude pourrait porter sur des questions telles que les possibilités de spécialisation, de coopération et de sous-traitance, la création d'entreprises communes, l'établissement de services communs pour l'échange de renseignements concernant la recherche, la normalisation et la promotion du commerce, et les possibilités et avantages du remboursement des crédits en nature. L'ONUDI pourrait poursuivre cette étude en coopération avec les commissions économiques régionales et les instituts de recherche des pays en voie de développement, des pays socialistes et des pays occidentaux.

50. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle qu'à la première session du Conseil du développement industriel, on a, à juste titre, attaché une grande importance à l'élaboration du futur programme de travail de l'ONUDI et à la coordination des activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. La délégation ukrainienne estime que c'est à l'ONUDI qu'il appartient d'assurer cette coordination en établissant des liens étroits avec les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées intéressées sur la base de projets concrets de développement industriel.

51. Le rapport du Conseil du développement industriel (A/6715/Rev.1) indique que ces questions — en particulier, l'élaboration du programme de travail — ont donné lieu à des controverses. Certaines délégations ont essayé de donner aux activités de l'ONUDI

un caractère purement pratique au détriment de la recherche des méthodes les plus efficaces de développement industriel des pays du tiers monde. La délégation ukrainienne se félicite que le Conseil ait su surmonter ces divergences sur le programme de travail en accordant une place importante à la recherche liée aux activités opérationnelles. Les projets exécutés par l'ONUDI doivent bénéficier dans une plus large mesure des fonds du PNUD, ce qui permettrait d'intensifier dans un proche avenir l'aide multilatérale aux pays en voie de développement. L'ONUDI doit également veiller à organiser des échanges de données d'expérience entre tous les pays. Le programme de travail devrait tenir davantage compte du rôle du secteur public dans l'économie des pays en voie de développement et prévoir à cet effet des échanges d'expérience en matière de planification et d'industrialisation. L'industrialisation accélérée des pays en voie de développement n'est en effet possible que si les pouvoirs publics participent activement à toutes les formes fondamentales de la vie économique du pays. Le document ID/B/20 souligne, à juste titre, au paragraphe 23, que la part de l'assistance à l'industrie dans les dépenses globales de l'élément Assistance technique du PNUD est relativement faible. Elle est d'environ 3 p. 100 pour la période biennale de 1967-1968, alors que, dans le programme ordinaire, la part de l'ONUDI est d'environ 16,5 p. 100. Le Conseil du développement industriel doit corriger cette anomalie.

52. Le représentant de la RSS d'Ukraine proteste à ce propos contre les procédés artificiels qui consistent, par exemple, à financer les cours de métallurgie prévus pour 1968 au titre de l'élément Assistance technique du PNUD. Ces cours ont commencé en 1965 à Zaporozhje, et le Gouvernement ukrainien a accepté qu'ils recommencent en 1968, étant bien entendu que les dépenses en seraient couvertes au moyen de ses contributions en monnaie locale et imputées sur le titre V du budget de l'ONU relatif au programme ordinaire. Les dépenses en question ont été financées en 1965 et 1966 au titre de ce dernier programme, et M. Boiko ne voit aucune raison de renoncer à cette pratique. La délégation ukrainienne demande au Directeur exécutif de l'ONUDI d'intervenir auprès des organes chargés de planifier le financement du programme d'assistance technique pour que ces cours soient financés en 1968 conformément aux vœux de son gouvernement.

53. En terminant, le représentant de la RSS d'Ukraine réitère sa conviction que l'universalité est la condition la plus importante du succès de l'ONUDI.

54. M. MURAOKA (Japon) dit que le rapport du Conseil du développement industriel (A/6715/Rev.1) reflète les difficultés qu'a dû surmonter la nouvelle organisation. Les membres du Conseil, bien qu'unanimes en ce qui concerne ses objectifs fondamentaux, n'en étaient pas moins divisés quant aux moyens à mettre en œuvre pour les réaliser. Pour ce qui est du programme de travail de l'ONUDI pour 1968 (ID/B/20), la délégation japonaise estime qu'il convient de mettre l'accent, dans les activités opérationnelles, sur l'industrialisation orientée vers l'agriculture. Il est évident que les industries productrices d'engrais, d'insecticides, de matériel agricole, etc., contribuent directement à augmenter l'efficacité du

<sup>1/</sup> Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

secteur agricole, où est employée la plus grande partie de la population active des pays en voie de développement. Toutefois, il ne semble pas que le nouveau programme de travail ait traduit dans les faits les vues du Directeur exécutif à ce sujet, sauf dans le domaine des engrais. L'ONUDI devrait également, en étroite collaboration avec la CNUCED et avec le concours du PNUD, accorder une priorité élevée à ses activités de promotion des exportations. Enfin, les activités régionales, du moins dans certains secteurs, revêtent désormais une grande importance. Les commissions économiques régionales ont un grand rôle à jouer à cet égard, et l'ONUDI devrait renforcer ses liens avec leurs divisions de l'industrie, au besoin en y détachant des membres de son secrétariat. Quant au financement des activités opérationnelles de l'ONUDI, la délégation japonaise regrette que la décision d'ouvrir un chapitre distinct au titre V du budget de l'ONU ait été prise malgré la forte opposition dont elle était l'objet. Elle est en outre hostile à la convocation d'une conférence annuelle d'annonce de contributions à l'ONUDI. En effet, la prolifération de fonds volontaires ne peut que conduire à la désintégration du système de financement actuel des programmes d'assistance technique. Le PNUD doit rester la source principale de fonds volontaires pour les activités opérationnelles et l'ONUDI n'a pas à lui faire concurrence. De plus, en l'absence d'un programme de travail complet de l'ONUDI, il est impossible de prévoir les besoins financiers de l'organisation. Il serait dans ces conditions pour le moins prématuré de tenir une conférence d'annonce de contributions pendant la vingt-troisième session de l'Assemblée générale. On peut s'attendre en outre que la plupart des projets de l'ONUDI puissent être financés par le PNUD. Les nouvelles procédures de programmation pour son élément Assistance technique assoupliront davantage les programmes du PNUD et permettront peut-être de remplacer une bonne partie

de l'assistance fournie à l'heure actuelle au titre des services industriels spéciaux. Enfin, l'ONUDI peut utiliser les fonds d'affectation spéciale pour financer celles de ses activités, au demeurant marginales, qui ne relèvent ni de la recherche ni des activités opérationnelles.

55. Abordant les questions administratives, le représentant du Japon note que le transfert du siège de l'ONUDI à Vienne se révèle de plus en plus coûteux. On l'évalue désormais à 2 300 000 dollars, alors que 500 000 dollars avaient été initialement prévus à cet effet. Les dépenses administratives et de recherche ont, elles aussi, enregistré une augmentation de 50 p. 100 par rapport à 1957. M. Muraoka se félicite à ce propos de la décision du Gouvernement autrichien de construire un centre des Nations Unies qui abritera à la fois l'ONUDI et l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le Secrétaire général estime que l'ONUDI emploiera quelque 313 administrateurs à la fin de 1968. Or, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a mis en doute la possibilité de recruter près de 200 nouveaux administrateurs en 18 mois. La délégation japonaise fait siennes ces réserves. Elle espère que le principe d'une répartition géographique équitable sera scrupuleusement appliquée.

56. En terminant, le représentant du Japon se félicite de l'organisation d'un Service de la promotion industrielle à l'occasion du Colloque international sur le développement industriel.

57. Le PRÉSIDENT propose que la liste des orateurs désirant faire des déclarations générales sur le point 39 soit close à 18 heures.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 13 h 10.*